

## FN : Frédéric Chatillon mis en examen pour financement illégal de parti politique

PAR KARL LASKE ET MARINE TURCHI  
ARTICLE PUBLIÉ LE VENDREDI 10 AVRIL 2015

*Sur mediapart.fr, un objet graphique est disponible à cet endroit.*

L'enquête sur les financements de campagne du Front national avance. Frédéric Chatillon, prestataire principal du FN avec sa société de communication Riwal et ami de Marine Le Pen, a été mis en examen le 8 avril. Olivier Duguet, trésorier du micro-parti de la présidente du FN, a quant à lui été mis en examen le 2 avril.

Alors que l'affrontement des Le Pen occupe la scène médiatique depuis une semaine et que Marine Le Pen a annoncé **jeudi soir** que son père serait convoqué en procédure disciplinaire au FN, **les enquêtes** visant le Front national avancent. Et notamment celle sur les financements de campagne du FN et le micro-parti de Marine Le Pen, Jeanne. Ces derniers jours, plusieurs nouvelles mises en examen sont intervenues.

[[lire\_aussi]]

Frédéric Chatillon, prestataire principal du FN avec sa société de communication Riwal, a été mis en examen le 8 avril pour financement illégal de parti politique. Ce vieil ami de fac de Marine Le Pen avait déjà été **mis en examen le 23 janvier** pour « faux et usage de faux », « escroquerie », « abus de bien social » et « blanchiment d'abus de bien social ».

Le 2 avril, c'est Olivier Duguet, trésorier de Jeanne entre 2010 et 2012, qui a été mis en examen pour complicité d'escroquerie sur les législatives de 2012, complicité d'abus de bien social au préjudice de la société Riwal, recel d'abus de bien social et complicité de financement politique. Son successeur au poste de trésorier, Axel Loustau, avait lui été **mis en examen le 16 mars** pour escroqueries durant les législatives de 2012.

L'information judiciaire, ouverte en avril 2014 **après un signalement** de la Commission nationale des comptes de campagne et de financement politique (CNCCFP), concerne le financement des campagnes

électorales du FN pour les cantonales de 2011, la présidentielle et les législatives de 2012. D'après *Le Monde*, l'enquête a été élargie le 9 mars aux faits de financement illégal d'un parti politique, acceptation par un parti politique d'un financement provenant d'une personne morale et financement illégal de campagne électorale, à la suite d'un réquisitoire supplétif délivré par le parquet de Paris.

*Sur mediapart.fr, un objet graphique est disponible à cet endroit.*

Les juges Renaud Van Ruymbeke et Aude Buresi s'intéressent au rôle joué par Riwal, la société de communication de Frédéric Chatillon, et Jeanne, le micro-parti de Marine Le Pen. Fondée en 2010, Jeanne est devenue la pièce maîtresse du dispositif électoral du FN, offrant *via* Riwal des « kits électoraux » et des crédits aux candidats FN, avec le feu vert de l'état-major frontiste (*lire notre dossier*). En 2012, l'association de financement **avait brassé 9,6 millions d'euros**, devenant la quatrième formation politique en termes de rentrées financières, devant... le Front national.

Les enquêteurs se penchent sur ce système de prêts accordés aux candidats à un taux exceptionnellement élevé et de vente de kits de campagne par le micro-parti. Le mécanisme, que Mediapart avait détaillé **dès octobre 2013**, est le suivant : Jeanne achète des kits de campagne à Riwal, les revend aux candidats, qui les payent grâce à un prêt octroyé par Jeanne. Le micro-parti empêche les intérêts du prêt (6,5 %) ; et les candidats frontistes déclarent les intérêts payés avec le remboursement du prêt comme frais de campagne, afin d'être remboursés par l'État (qui rembourse ces frais aux candidats dépassant les 5 %).

Jeanne a ainsi prêté 450 000 euros pour la campagne présidentielle de 2012 au taux de 7 % et emmagasiné 19 000 euros d'intérêts au passage. Aux élections législatives, l'association a proposé aux candidats frontistes un prêt de 16 500 euros au taux de 6,5 %. **Comme Mediapart l'avait expliqué**, des conventions de prêt pourraient avoir été falsifiées ou antidatées.

Les juges s'intéressent également à Riwal, qui réalise le matériel électoral du FN et les fameux kits de campagne. La société a d'ailleurs été mise en

examen pour financement illégal de parti politique par personne morale et escroquerie. Une caution de 100 000 euros a été demandée dans le cadre du placement sous contrôle judiciaire de Riwal. D'après *Le Monde*, les juges tentent de vérifier l'hypothèse d'un financement occulte qui transiterait par Singapour et Hong Kong.



Marine Le Pen avec Frédéric Chatillon et Axel Loustau (à droite), en novembre 2013, à Paris. Dossier Figaro Magazine (mai 2014). © Julien Muguet / IP3 Press / MaxPPP

Frédéric Chatillon, Olivier Duguet, Axel Loustau : **ce trio sulfureux** aujourd'hui mis en examen est **au cœur des finances de Marine Le Pen**. Tous trois se connaissent bien : ils appartiennent au même réseau de sociétés et ont milité ensemble au GUD – Groupe Union Défense, une organisation étudiante d'extrême droite radicale –, dans les années 1990.

**Comme Mediapart l'a raconté**, l'enquête a révélé des flux financiers suspects entre les sociétés de sécurité détenues par Axel Loustau et Riwal. De même, d'importants retraits en espèces sur le compte de Riwal ont été notés. Pour justifier de ces flux, des conventions de prêt ont été remises aux policiers. Selon nos informations, Riwal aurait encaissé 7 millions d'euros de l'association de financement frontiste entre avril 2012 et janvier 2014.

Frédéric Chatillon, 47 ans, ancien président du GUD, est le principal prestataire du FN. **Comme nous l'avions révélé**, sa société a perçu 1,6 million d'euros pendant la campagne présidentielle de 2012 (presque un cinquième des dépenses déclarées par la candidate). À l'automne dernier, des proches de M. Chatillon **avaient expliqué à Mediapart** qu'il était allé « *se mettre au vert* » à Rome, où il a lancé Riwal Italie, et qu'il ne devait « *pas rentrer à Paris avant 2017* ». Proche de Marine Le Pen, qu'il a accompagnée dans certaines visites officielles en Italie, M. Chatillon est aussi un soutien du régime de Bachar al-Assad. Il avait

fait, en 2011, l'objet d'un signalement Tracfin et d'une enquête confiée à la brigade financière sur des fonds reçus du régime syrien. L'enquête avait été close en avril 2012, sans provoquer de poursuites judiciaires (*lire nos enquêtes ici et là*).

**Retrouvez en page 2 l'ensemble de nos enquêtes sur cette affaire.**

**Sur l'enquête sur les financements de campagne du FN:**

- **Financement du FN : les comptables dans le viseur des juges**(4 avril 2015)

Contrevenant aux règles professionnelles, le commissaire aux comptes du FN et de Marine Le Pen, Nicolas Crochet, a salarié le vice-président du parti et plusieurs cadres frontistes en 2012, tout en certifiant les comptes de plusieurs prestataires au cœur de l'enquête judiciaire. Selon un responsable du FN, le cabinet de l'expert-comptable a été récemment perquisitionné.

- **Financement du FN : la justice explore le maquis de plusieurs sociétés** (6 février 2015)

La récente mise en examen du prestataire de services du FN Frédéric Chatillon tétanise le FN. Des perquisitions ont eu lieu dans les bureaux d'Axel Loustau, trésorier de l'association de financement Jeanne. L'enquête a révélé des virements croisés et des sorties d'argent en espèces sur les comptes de l'agence de communication Riwal.

- **Frédéric Chatillon, un proche de Marine Le Pen, a été mis en examen** (29 janvier 2015)

Frédéric Chatillon, proche de Marine Le Pen et prestataire principal du FN avec sa société Riwal, a été mis en examen le 23 janvier pour « *faux et usage de faux* », « *escroquerie* », « *abus de bien social* » et « *blanchiment d'abus de bien social* », après une garde à vue de 48 heures, révèle *Le Monde* ce jeudi.

- **Micro-parti de Le Pen : l'enquête élargie au financement de la présidentielle de 2012**(4 décembre 2014)

Outre les cantonales de 2011 et les législatives de 2012, l'information judiciaire qui vise le micro-parti de Marine Le Pen a été élargie à la campagne présidentielle de la présidente du FN. L'enquête porte sur le système de prêts accordés aux candidats FN et de vente de kits de campagne. D'après nos informations, des conventions de prêt pourraient avoir été falsifiées ou antidatées.

• **L'organisation parallèle de Marine Le Pen pour 2017** (14 octobre 2014)

En amont de la présidentielle de 2017, un petit cercle fermé s'active pour Marine Le Pen, loin de l'agitation du siège du Front national et des caméras. On y trouve son micro-parti, Jeanne, mais aussi des prestataires liés à la nébuleuse des anciens du GUD qui travaillent pour le FN et pour ses villes.

• **La justice enquête sur le micro-parti de Marine Le Pen**(20 novembre 2013)

Le parquet de Paris a ouvert une enquête préliminaire sur le fonctionnement de Jeanne, le micro-parti au service de Marine Le Pen, qui affichait 9,5 millions d'euros de recettes en 2012. La justice a été saisie par la Commission des comptes de campagne et des financements politiques.

• **Le micro-parti de Marine Le Pen: des euros par millions** (22 octobre 2013)

Le micro-parti de la patronne du FN, lancé fin 2010, a encaissé plus de 9 millions d'euros en 2012, selon les informations de Mediapart. Quasiment dépourvu d'adhérents, ce parti de poche fait travailler la société d'un conseiller officieux de Marine Le Pen, l'ancien responsable du GUD, Frédéric Chatillon.

• **L'escroquerie à Pôle emploi du trésorier du micro-parti de Marine Le Pen** (25 février 2014)

Trésorier de Jeanne, le micro-parti de Marine Le Pen, jusqu'en mars 2012, Olivier Duguet a été condamné en juin 2012 à six mois de prison avec sursis dans une affaire d'escroquerie au préjudice de Pôle emploi dont le montant s'élève à plus de 100 000 euros.

• **La « GUD connection » tient les finances de Marine Le Pen** (17 octobre 2013)

Marine Le Pen a confié à la galaxie des anciens du GUD, groupuscule étudiant d'extrême droite radicale, de nombreux postes financiers, leur conférant la haute main sur la trésorerie du parti. Au centre de cette nébuleuse : Frédéric Chatillon, dont la société a perçu 1,6 million d'euros pendant la campagne présidentielle, d'après des documents consultés par Mediapart.

**Sur la « GUD connection » et le trio Frédéric Chatillon, Axel Loustau, Olivier Duguet:**

• **L'ex-trésorier de Marine Le Pen en eaux troubles** (11 mars 2015)

Allié à un gérant d'entreprises de sécurité cité dans l'affaire de la campagne Balladur, Olivier Duguet, l'ancien trésorier de l'association de financement de Marine Le Pen, a tenté d'obtenir l'exploitation d'une source d'eau minérale dans les Hautes-Alpes pour le compte d'une mystérieuse « société d'exploitation ». L'entreprise, qui prétend réunir 15 à 20 millions d'euros, refuse de divulguer le nom de ses investisseurs.

• **Édouard Ferrand, fidèle de Marine Le Pen, succède à Chauprade**(27 janvier 2015)

Successeur d'Aymeric Chauprade à la tête du FN au parlement européen, adhérent historique, Édouard Ferrand émerge depuis deux ans parmi les fidèles de Marine Le Pen. Il s'est aussi rapproché de la nébuleuse des anciens du GUD autour de Frédéric Chatillon.

• **Le salut fasciste de l'argentier de Marine Le Pen** (24 novembre 2014)

Une photo révélée par *Spécial Investigation* montre le trésorier du micro-parti de Marine Le Pen faisant un salut fasciste. Axel Loustau, ancien du GUD, anime avec Frédéric Chatillon le réseau de sociétés qui fournissent le matériel de campagne de la présidente du FN. Des éléments recueillis par Mediapart montrent les curieux rituels de ce cercle qui entoure Marine Le Pen.

• **Les jeux d'ombre du prestataire de Le Pen avec les néofascistes italiens**(6 novembre 2014)

Le 22 novembre, le GUD organise à Paris un « congrès européen » des groupuscules néofascistes avec pour invités d'honneur les Grecs d'Aube dorée.

Co-organisateurs de l'événement, les Italiens de CasaPound se sont mis au service du réseau de Frédéric Chatillon, conseiller officieux de Marine Le Pen, qui vient de s'installer à Rome.

- **« Néonazi »: le témoignage qui accuse un proche de Marine Le Pen** (3 février 2014)

Dans une attestation détaillée, un ex-militant du GUD raconte la « *haine malade des juifs* » de Frédéric Chatillon, ancien leader de cette organisation, devenu conseiller officieux de Marine Le Pen et prestataire du FN : liens avec Robert Faurisson et Dieudonné, dîners « *hommages* » à Hitler, « *soirées "pyjamas rayés"* », connexions avec le régime syrien.

- **« Néonazi »: Frédéric Chatillon est débouté de sa demande** (12 février 2014)

Dans un livre, le journaliste Frédéric Haziza assimilait Frédéric Chatillon aux « *néonazis* » et au « *négationnisme* ». Le conseiller officieux et vieil ami de Marine Le Pen a été débouté de sa demande de supprimer plusieurs extraits de l'ouvrage.

- **Le M. sécurité du FN dans les débordements d'une manif anti-mariage pour tous**(25 avril 2013)

Axel Loustau, ancien du GUD et président de Vendôme Sécurité, prestataire de service du FN, a été interpellé lors d'affrontements avec la police et de violences contre les journalistes en marge du rassemblement contre le mariage pour tous.

- **Activisme et business: l'engagement pro-Assad des proches de Le Pen** (9 septembre 2013)

Farouchement opposée à une intervention militaire en Syrie, Marine Le Pen s'est toujours refusée à condamner le régime syrien. Dans son parti comme dans son entourage, ils sont plusieurs à soutenir publiquement Bachar al-Assad. Certains travaillent même avec le régime.

- **L'argent syrien d'un proche de Marine Le Pen** (9 juillet 2012)

Proche de Marine Le Pen et prestataire de services de sa campagne 2012, Frédéric Chatillon a fait l'objet d'un signalement Tracfin et d'une enquête confiée à

la brigade financière sur des fonds reçus du régime syrien. L'enquête a été close en avril. Il dénonce « *une opération politique* ».

#### Sur l'argent du Front national et des Le Pen:

- **L'argent russe du Front national** (nos enquêtes de novembre et décembre 2014)

Le Front national a obtenu plusieurs prêts russes, et a transmis à Moscou une demande portant sur des besoins financiers estimés à 40 millions d'euros, d'ici à 2017. Le parti d'extrême droite a mobilisé une galaxie d'intermédiaires et d'oligarques.

- **La justice enquête sur la fortune de Jean-Marie Le Pen** (6 février 2014)

Les déclarations de patrimoine de Jean-Marie Le Pen sont entre les mains des investigateurs de la brigade financière. D'après des informations obtenues par Mediapart, le parquet de Paris a ouvert une enquête préliminaire après un signalement en novembre dernier de la Commission pour la transparence financière de la vie politique. L'autorité indépendante ne s'expliquait pas l'enrichissement de l'eurodéputé.

- **Comptes de campagne : le FN annonce un recours devant le Conseil constitutionnel** (28 décembre 2012)

L'équipe de Marine Le Pen a envisagé de contester la décision de la commission chargée de contrôler les comptes de campagne des candidats à la présidentielle. En cause déjà : les intérêts du prêt de Jeanne à Marine Le Pen. La candidate y a finalement renoncé.

- **Financement des partis : Le Pen et Alliot-Marie épinglés** (22 janvier 2014)

Les comptes du micro-parti de Jean-Marie Le Pen ont été déclarés « *non conformes* » par la Commission chargée des financements politiques (en même temps que ceux de Michèle Alliot-Marie). Le « parti de poche » du président d'honneur du Front national aurait tout bêtement expédié son dossier « *hors délai* ».

- **Jean-Marie Le Pen, son compte suisse et son trésorier** (10 avril 2013)

L'ancien trésorier du micro-parti de Jean-Marie Le Pen, l'éditeur Jean-Pierre Mouchard, a utilisé les services de plusieurs sociétés *offshore*. Le même homme avait ouvert en 1981 un compte suisse à l'UBS

pour Le Pen. À Mediapart, Marine Le Pen et son père justifient l'ouverture du compte par «*un emprunt souscrit* » à la banque suisse.

**Directeur de la publication** : Edwy Plenel

**Directeur éditorial** : François Bonnet

**Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).**

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 28 501,20€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Gérard Cicurel, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

**Courriel** : [contact@mediapart.fr](mailto:contact@mediapart.fr)

**Téléphone** : + 33 (0) 1 44 68 99 08

**Télécopie** : + 33 (0) 1 44 68 01 90

**Propriétaire, éditeur, imprimeur** : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 28 501,20€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : [serviceabonnement@mediapart.fr](mailto:serviceabonnement@mediapart.fr) ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.